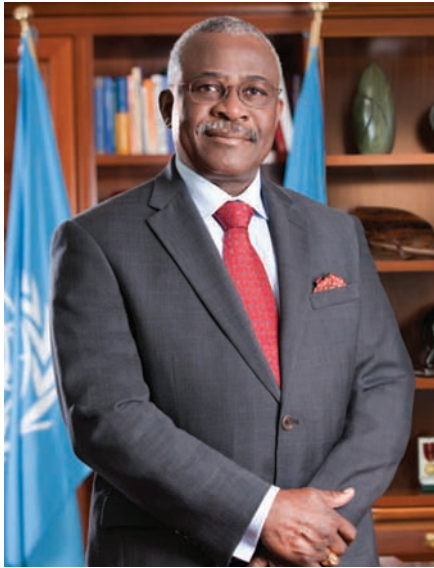


ÉLÉMENTS MARQUANTS RAPPORT ANNUEL 2011



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Avant-propos du Président



Dans cette course effrénée pour s'adapter aux changements chaotiques qui marquent le XXI^e siècle, il pourrait être tentant de jeter les vieux modèles au rebut pour en adopter de nouveaux. Mais, aujourd'hui encore, nous devons tirer parti de nos réussites passées pour nous tourner vers l'avenir.

Pour le FIDA, 2011 a été une année pendant laquelle nous avons consolidé les réformes et les progrès réalisés récemment, poursuivi notre croissance soutenue et défini des plans ambitieux pour l'avenir.

Notre essor actuel

Dans un monde qui doit faire face à des crises, des changements et des défis sur tous les fronts, le travail mené par le FIDA pour autonomiser les populations rurales pauvres est plus important que jamais. Nos résultats et la portée de notre action continuent de progresser, ainsi que notre efficacité et notre efficience. Parallèlement, un élément plus difficile à mesurer progresse également – notre influence dans les débats internationaux sur les politiques concernant l'agriculture, le développement rural et le rôle que les populations rurales pauvres doivent jouer dans l'avenir de notre planète.

Comme de coutume, le présent rapport contient les résultats annuels détaillés du Fonds. J'aimerais toutefois appeler votre attention sur certains d'entre eux. Le volume de notre portefeuille en cours, à savoir les ressources que nous investissons actuellement dans des projets pour lutter contre la pauvreté rurale, a fortement augmenté en 2011: de nouveaux projets ont été mis en chantier et des interventions en cours d'exécution couronnées de succès ont été reproduites à plus grande échelle et élargies.

À la fin de l'année, nous financions 240 programmes et projets pour un montant de 4,6 milliards d'USD. Si l'on y

ajoute les cofinancements et les contributions nationales, la valeur totale du portefeuille en cours s'élevait à 10,3 milliards d'USD, contre 6,8 milliards d'USD au total pour 197 projets il y a tout juste quatre ans.

Notre programme d'engagements nouveaux a atteint en 2011 près de 1 milliard d'USD, soit 18% de plus qu'en 2010. Nous sommes donc sur la bonne voie pour atteindre notre objectif, à savoir augmenter les investissements nouveaux de 50% au cours de la période 2010-2012.

Les chiffres seuls ne suffisent toutefois pas à rendre compte de notre impact. Ce sont les améliorations que nous apportons dans la vie des gens qui permettent de mesurer réellement le travail du FIDA. Vous pouvez en apprendre plus sur les résultats obtenus par des femmes et des hommes avec lesquels nous travaillons en milieu rural grâce aux récits recueillis sur le terrain qui figurent dans le présent rapport.

Jeter des bases pour l'avenir

Jetant ainsi des bases solides pour l'avenir, nous avons mené à bien la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA, en nous fixant un objectif de 1,5 milliard d'USD pour financer notre travail de 2013 à 2015. Malgré la persistance des incertitudes financières à l'échelle mondiale, les États membres ont manifesté de manière retentissante leur confiance dans le FIDA en approuvant un objectif supérieur de 25% à celui de la reconstitution précédente.

En plus du soutien constant et indéfectible apporté par nos partenaires de développement habituels, malgré les difficultés économiques que nombre d'entre eux rencontrent actuellement à l'échelle nationale, nous avons également reçu un appui solide de pays à revenu intermédiaire et d'économies émergentes, ainsi que

de pays qui sont plus souvent des bénéficiaires de l'aide que des contributeurs.

Dans le cadre de l'accord conclu à la fin de la Consultation sur la reconstitution, nous nous sommes engagés en particulier à intensifier notre contribution à la réalisation du premier Objectif du Millénaire pour le développement, à savoir réduire la pauvreté et la faim de moitié, et à mieux cibler notre action sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Les besoins et la réalisation du potentiel des jeunes ruraux, femmes et hommes, figurent aussi parmi nos priorités.

Rendre le FIDA plus agile et plus efficient

Nous nous sommes efforcés de maîtriser nos dépenses administratives et d'accroître la part de notre budget qui finance directement le travail sur le terrain. D'après les prévisions, nous avons à cet égard dépassé notre objectif, puisque le taux d'efficience, c'est-à-dire le ratio du budget administratif sur le programme de prêts et dons, devrait s'établir à 12,5% en 2012, alors que l'objectif était fixé à 13,5%.

Le FIDA a également continué à aller de l'avant avec le Programme changement et réforme qui a été entrepris lorsque je suis entré en fonctions en 2009. J'aimerais de nouveau m'arrêter sur certains aspects. Les principaux domaines de réforme sont notamment le renforcement de la structure de l'organisation, en vue de mieux aligner nos ressources humaines et financières sur nos objectifs stratégiques, et la mise en œuvre complète du nouveau modèle opérationnel du FIDA. La supervision directe des projets et notre présence constante dans les pays où nous travaillons sont deux éléments fondamentaux de ce nouveau modèle.

À présent, nous supervisons directement 93% des projets que nous appuyons, contre 18% vers le milieu de 2007, et les avantages sont multiples. Les coûts de la supervision ont été réduits, le flux de décaissements a augmenté et nos délais de réponse aux demandes présentées par les pays ont été raccourcis.

Nous avons également consolidé les progrès accomplis pour renforcer notre présence dans les pays, avec 18 accords signés avec des pays hôtes à la fin de l'année et 64 membres du personnel en poste dans des bureaux de pays du FIDA. D'ici à la fin de l'année 2013, ces bureaux devraient être au nombre de 40. Dans l'ensemble, la proportion du personnel affecté aux programmes, qui était de 56% en 2008, s'élève maintenant à 67%, chiffre qui dépasse légèrement l'objectif de 65% fixé pour 2012.

Davantage de fonds pour l'agriculture et le développement rural

L'application du nouveau modèle opérationnel a également contribué à donner une impulsion aux cofinancements mobilisés auprès de donateurs extérieurs

et d'États membres emprunteurs. Pour chaque dollar versé au FIDA pendant la période couverte par la huitième reconstitution, de 2010 à 2012, nous avons mobilisé 6 dollars supplémentaires. Les cofinancements nationaux ont enregistré une croissance particulièrement vigoureuse: entre 2007 et 2011, ils ont triplé, ce qui souligne l'engagement des pays en faveur des projets que nous appuyons.

Outre le cofinancement, en matière de financement, les mécanismes novateurs et les partenaires nouveaux assurent d'importants flux de revenus supplémentaires, ce qui permet d'accroître les investissements en faveur de l'agriculture et du développement rural. En 2011, les premiers engagements ont été pris avec des ressources provenant du fonds de cofinancement novateur créé avec le Gouvernement espagnol en 2010. L'utilisation de 108,6 millions d'EUR pour reproduire à plus grande échelle sept projets appuyés par le FIDA a été approuvée par le Conseil d'administration.

Bien que les progrès accomplis et les résultats obtenus par le FIDA soient encourageants, il reste beaucoup à faire. Les nouveaux chiffres publiés par la Banque mondiale au moment de la rédaction de cet avant-propos sont satisfaisants pour ce qui est des progrès accomplis vers les Objectifs du Millénaire pour le développement: il semble que le premier objectif, à savoir diminuer de moitié la pauvreté extrême par rapport à son niveau de 1990, ait été atteint en 2010, soit cinq ans avant l'échéance fixée. Mais ces chiffres, qui reposent sur des estimations fondées sur une enquête préliminaire pour 2010, masquent des aspects moins positifs, et souvent d'importantes différences entre les pays et les régions.

Les 663 millions de personnes qui, selon les chiffres de la Banque mondiale, étaient passées en 2008 au-dessus du seuil de pauvreté extrême, établi à 1,25 USD par jour, restent pauvres à tous points de vue. Par ailleurs, si les progrès se poursuivent à leur rythme actuel, un milliard de personnes environ vivront encore dans des conditions d'extrême pauvreté en 2015.

Seuls un engagement et des investissements à long terme peuvent changer les choses. Encouragés par nos succès et incités par nos revers à innover davantage, nous continuerons à collaborer avec nos partenaires dans le monde entier afin de stimuler une croissance économique durable et sans exclusive.



KANAYO F. NWANZE
Président du FIDA

Nombre de programmes et projets en cours par région et par pays à la fin de 2011

240 programmes et projets
93 pays et un territoire

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

42 projets
15 pays et un territoire

Albanie	2
Arménie	2
Azerbaïdjan	2
Bosnie-Herzégovine	2
Djibouti	2
Égypte	3
Gaza et Cisjordanie	1
Géorgie	1
Jordanie	1
Maroc	3
République arabe syrienne	3
République de Moldova	3
Soudan	7
Tunisie	2
Turquie	3
Yémen	5

Asie et Pacifique

61 projets
19 pays

Afghanistan	1
Bangladesh	6
Bhoutan	2
Cambodge	2
Chine	5
Îles Salomon	1
Inde	9
Indonésie	3
Kirghizistan	1
Maldives	2
Mongolie	1
Népal	4
Pakistan	4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1
Philippines	3
République démocratique populaire lao	4
Sri Lanka	5
Tadjikistan	2
Viet Nam	5

Amérique latine et Caraïbes

31 projets
19 pays

Argentine	3
Belize	1
Bolivie	
(État plurinational de)	2
Brésil	1
Colombie	1
El Salvador	2
Équateur	2
Grenade	1
Guatemala	2
Guyana	1
Haïti	2
Honduras	2
Mexique	2
Nicaragua	2
Panama	1
Paraguay	1
Pérou	2
République dominicaine	1
Venezuela (République bolivarienne du)	2

Afrique de l'Ouest et du Centre

54 projets
23 pays

Bénin	2
Burkina Faso	5
Cameroun	3
Cap-Vert	1
Congo	2
Côte d'Ivoire	1
Gabon	1
Gambie	3
Ghana	4
Guinée	3
Guinée-Bissau	1
Libéria	1
Mali	5
Mauritanie	2
Niger	3
Nigéria	3
République centrafricaine	1
République démocratique du Congo	3
Sao Tomé-et-Principe	1
Sénégal	3
Sierra Leone	3
Tchad	2
Togo	1

Afrique orientale et australe

52 projets
17 pays

Angola	1
Burundi	4
Comores	1
Érythrée	2
Éthiopie	4
Kenya	5
Lesotho	2
Madagascar	4
Malawi	3
Maurice	1
Mozambique	4
Ouganda	5
République-Unie de Tanzanie	5
Rwanda	4
Soudan du Sud ^a	1
Swaziland	2
Zambie	4

Bureaux de pays du FIDA

● 2011

● prévus en 2012-2013

^a La République du Soudan du Sud est devenue un État indépendant le 9 juillet 2011; elle est membre du FIDA depuis le 22 février 2012.

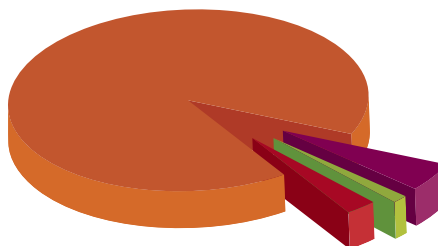
Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao-Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 54 programmes et projets en cours dans 23 pays de la région à la fin de l'année 2011;
- 826,0 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 9 nouveaux programmes et projets pour le Congo, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Libéria, la Mauritanie, le Niger, la République centrafricaine, le Sénégal et la Sierra Leone, pour un investissement total du FIDA de 164,0 millions d'USD.

Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2011^a



- Dons au titre du CSD: 34,8 millions d'USD - 3,0%
- Prêts à des conditions particulièrement favorables: 1 063,4 millions d'USD - 90,7%
- Prêts à des conditions intermédiaires: 60,3 millions d'USD - 5,1%
- Prêts à des conditions ordinaires: 14,2 millions d'USD - 1,2%

^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

Travaux et résultats en 2011

Burkina Faso et Niger: la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique des petits exploitants agricoles ont été renforcées grâce à la transposition à plus grande échelle des pratiques de conservation des eaux et des sols, à la plantation d'arbres et à d'autres activités de reverdissement – avec la remise en état de 500 000 hectares de terres dégradées.

Ghana: le soutien au développement d'environ 25 000 entreprises rurales a généré des activités pour les fournisseurs et les négociants grâce à la mise en place de centres de conseil dans tout le pays.

Sierra Leone: 290 kilomètres de routes ont été remis en état et 970 hectares de bas-fonds marécageux ont été régénérés afin d'accroître les possibilités de commercialisation pour les exploitants.

Guinée: un travail a été réalisé avec des associations de paysans pour les aider à développer des filières, accroître leur productivité et améliorer leurs compétences.

Semer les graines du changement au Tchad central

Dans une zone vulnérable du Tchad, les interventions financées par le FIDA ont contribué à l'introduction de changements durables. La deuxième phase d'un projet de sécurité alimentaire a introduit un programme d'alphabétisation fonctionnelle, en le combinant au renforcement des capacités et à la sensibilisation. En partenariat avec le Fonds belge pour la sécurité alimentaire, le projet a construit des écoles, des entrepôts, des puits et des pompes à eau. Le programme d'enseignement portant sur l'amélioration des compétences en matière de gestion a aussi permis aux communautés de gérer des banques céréalières, des systèmes villageois de crédit et d'épargne, et des comités locaux d'utilisateurs d'eau.

Les résultats sont évidents: développement des économies locales, régimes alimentaires plus sains, revenus en hausse et meilleures écoles. Au terme d'une bonne campagne, les paysans disposent d'une quantité suffisante de nourriture pour le ménage tout au long de l'année ainsi que d'un excédent à vendre.

“Avant la création du système de crédit et d'épargne, on trouvait difficilement de l'argent au village – pas même 50 francs (l'équivalent d'environ 0,11 USD)”, déclare Halimé, une habitante du village de Gamé. “Aujourd'hui, les gens empruntent à la caisse d'épargne et font des bénéfices. Tous ceux qui ont emprunté ont réussi.”



Selon Saïda Suleyman, présidente du groupe d'alphabétisation du village de Kofilo, les cours ont changé la vie des villageois.

Tchad: Projet de sécurité alimentaire au Nord-Guéra - Phase II.

©FIDA/S. Morgan

Afrique orientale et australe

22 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Soudan du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 52 programmes et projets en cours dans 17 pays de la région à la fin de l'année 2011;
- 1 145,6 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 5 nouveaux programmes et projets pour l'Éthiopie, le Lesotho, le Malawi, le Rwanda et la Zambie, pour un investissement total du FIDA de 218,5 millions d'USD.

Travaux et résultats en 2011

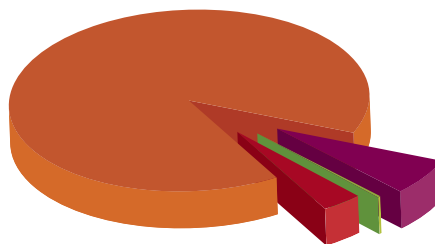
Dans la région: 274 000 personnes ont suivi une formation dans le domaine agricole et 22 000 têtes de bétail ont été distribuées dans le cadre de "systèmes de transmission"; 52 000 personnes ont été formées à la gestion communautaire et près de 200 plans ont été élaborés.

Rwanda: pour protéger les bassins versants et accroître la fertilité des sols, plus de 30 millions de jeunes plants destinés à l'agroforesterie ont été plantés, et on considère que les pratiques de gestion améliorées concernent désormais près de 15 000 hectares.

Ouganda: 2 500 kilomètres de routes d'accès communautaires et 580 kilomètres de routes de desserte ont été construits; 30 marchés ruraux ont été créés.

Madagascar: près de 20 000 femmes et hommes ont bénéficié d'une formation à la création d'entreprises.

Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2011^a



- Dons au titre du CSD: 53,9 millions d'USD - 3,7%
- Prêts à des conditions particulièrement favorables: 1 317,2 millions d'USD - 89,9%
- Prêts à des conditions intermédiaires: 93,1 millions d'USD - 6,4%
- Prêts à des conditions ordinaires: 1,2 million d'USD - 0,1%

^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

À Zanzibar, des agriculteurs retournent à l'école

"Avant de commencer cette formation, je n'avais pas la moindre idée de comment prendre soin d'un plant de bananier", déclare Tamasha Saleh Haji. "Et puis j'ai découvert que c'est exactement comme prendre soin d'un enfant." Tamasha fait partie des milliers de paysans qui ont profité des 720 fermes-écoles mises en place à Zanzibar, en République-Unie de Tanzanie, avec l'appui du FIDA. Elle est devenue le principal soutien de la famille.

Chaque communauté détermine ses besoins. L'équipe chargée du programme élabore ensuite un programme d'étude et réunit un groupe de 15 à 20 agriculteurs, dont les deux tiers sont des femmes, qui suivent les cours pendant une campagne agricole complète. Les écoles sont dirigées par les petits exploitants agricoles qui partagent de nouvelles recherches et technologies.

Une étude réalisée en 2011 montre que les techniques améliorées ont aidé les producteurs de riz à faire passer leur rendement à l'hectare de 1 à 5 tonnes. Entre-temps, la sensibilisation progresse. Plus de 40 écoles ont ainsi été créées par des initiatives spontanées et d'anciens stagiaires ont été formés pour en faciliter le fonctionnement.



Grâce à une formation pratique, Tamasha Saleh Haji a appris à utiliser de nouvelles techniques agricoles pour accroître le rendement de ses bananiers. République-Unie de Tanzanie: Programme d'appui aux services agricoles; et Programme de développement du secteur agricole - élevage: appui au développement pastoral et agropastoral.

©FIDA/D. Sevuri

Asie et Pacifique

34 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kiribati, Kirghizistan, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Nioué, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République islamique d'Iran, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga et Viet Nam

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 61 programmes et projets en cours dans 19 pays de la région à la fin de l'année 2011;
- 1 449,5 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 10 nouveaux programmes et projets pour le Bangladesh, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Mongolie, le Pakistan, la République démocratique populaire lao, Sri Lanka, le Tadjikistan et le Timor-Leste, pour un investissement total du FIDA de 340,4 millions d'USD.

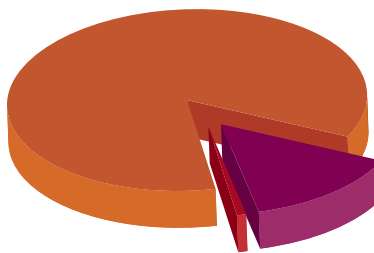
Travaux et résultats en 2011

Dans la région: près de 370 000 hectares de terres sont exploités suivant des pratiques de gestion des ressources naturelles améliorées; environ 83 000 ménages disposent d'un accès à une eau plus sûre – dont près de 43 000 au **Pakistan** et pratiquement 24 000 en **Chine**; environ la moitié des projets dans la région prévoient un financement visant à mettre des services financiers à la disposition de plus d'un million d'emprunteurs.

Inde: environ 65% des ménages ont adopté des technologies agricoles améliorées dans le cadre d'un programme appuyé par le FIDA dans l'État d'Orissa; acheter des semences améliorées, plutôt que les conserver, a permis de doubler pratiquement la production.

Inde, Mongolie, Philippines, République démocratique populaire lao, Sri Lanka et Viet Nam: 165 000 personnes ont été formées à la création d'entreprises.

Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2011^a



- Dons au titre du CSD: 29,8 millions d'USD - 1,1%
- Prêts à des conditions particulièrement favorables: 2 357,6 millions d'USD - 84,9%
- Prêts à des conditions intermédiaires: 390,5 millions d'USD - 14,1%

^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire.

Une école à proximité pour les enfants dans les montagnes du Pakistan

Lorsque Nargis Rahman était une enfant, dans la région de l'Azad Jammu-et-Cachemire, au Pakistan, elle devait marcher 40 minutes pour se rendre à l'école. C'est alors qu'elle a décidé que sa mission serait de construire une école dans son village. "Je veux que les enfants aient une bonne éducation à leur porte", déclare Nargis.

Il lui a fallu de la détermination pour remplir cette mission: sa première école a été détruite par le tremblement de terre de 2005, et la deuxième par un incendie, en 2008. La construction de l'école actuelle a été appuyée par un prêt du Programme de développement communautaire soutenu par le FIDA. Aujourd'hui, 110 élèves (60 filles et 50 garçons) viennent occuper les deux pièces de l'école, qui est pleine à craquer.

Le programme aide plus de 3 000 groupes à satisfaire leurs besoins. Avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il enseigne aux communautés à élaborer des plans de développement villageois. Des prestataires de services du secteur public préparent ensuite des plans de travail et budgets annuels. Cette approche représente une évolution culturelle majeure, puisqu'elle n'est plus "descendante" mais "ascendante".



Nargis Rahman aide Kinyat Riaz, âgée de six ans, à apprendre sa leçon.
Pakistan: Programme de développement communautaire dans l'Azad Jammu-et-Cachemire.

©FIDA/A. Zaidi

Amérique latine et Caraïbes

33 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, État plurinational de Bolivie, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago et Uruguay

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 31 programmes et projets en cours dans 19 pays de la région à la fin de l'année 2011;
- 461,7 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 4 nouveaux programmes et projets pour l'Argentine, l'Équateur, l'État plurinational de Bolivie et le Honduras, pour un investissement total du FIDA de 51,8 millions d'USD.

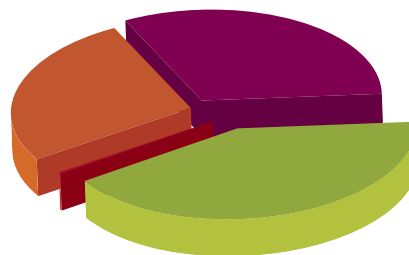
Travaux et résultats en 2011

Dans la région: un quart du portefeuille en cours est consacré au développement des marchés et des entreprises rurales.

Haïti: plus de 400 organisations à assise communautaire ont apporté un soutien à 24 000 de leurs membres, dont 60% de femmes; environ 66 000 mètres de canaux d'irrigation ont été remis en état; plus de 120 000 journées de travail ont été générées.

État plurinational de Bolivie: grâce à des concours de financement de projets entre les participants, plus de 8 millions d'arbres ont été plantés et plus de 800 000 hectares de terrasses ont été construits pour réduire l'érosion du sol et minimiser les effets de la désertification; près de 40 000 personnes ont pris part aux concours, dont 36% de femmes, et les participants ont reçu l'équivalent de plus de 4,5 millions d'USD.

Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2011^a



- Dons au titre du CSD: 4,4 millions d'USD - 0,3%
- Prêts à des conditions particulièrement favorables: 337,3 millions d'USD - 26,8%
- Prêts à des conditions intermédiaires: 396,1 millions d'USD - 31,5%
- Prêts à des conditions ordinaires: 520,1 millions d'USD - 41,3%

^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire.

Colombie: s'intéresser aux entrepreneurs ruraux de demain

Cultiver la créativité et la persévérance chez les entrepreneurs ruraux de demain est l'un des principaux objectifs du Programme de développement des microentreprises rurales appuyé par le FIDA en Colombie. Il aide les entrepreneurs qui débutent à avoir accès à une assistance technique et à des services afin qu'ils puissent créer des activités rentables et en même temps utiles à leurs communautés. Le programme cible également les populations autochtones, les Afro-Colombiens et les personnes déplacées par la violence. Le programme devrait s'achever à la fin de l'année 2013 et a jusqu'à présent offert une formation à près de 4 000 jeunes.

Le programme offre aussi une contrepartie de 50% pour chaque peso économisé. Déposée dans les banques locales, cette épargne devient disponible sous forme de prêts aux autres entrepreneurs de la communauté. Des crédits sont disponibles pour une assistance technique par le biais de concours. Chaque concurrent élabore une proposition et un budget, soumis au jugement de microentrepreneurs expérimentés. À ce jour, un tiers environ des 2 100 propositions soumises ont été financées, procurant au total 6 millions d'USD aux bénéficiaires.



Une jeune femme apprend à travailler la soie dans le village de Piendamó, San José.

Colombie: Programme de développement des microentreprises rurales
©FIDA/R. Gaitan

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

32 pays et territoires: Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Ex-République yougoslave de Macédoine, Gaza et Cisjordanie, Géorgie, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République de Moldova, Roumanie, Somalie, Soudan, Tunisie, Turquie et Yémen

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 42 programmes et projets en cours dans 16 pays et territoires dans les deux régions à la fin de l'année 2011;
- 698,3 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 6 nouveaux programmes et projets pour l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, l'Égypte, le Maroc, le Soudan et le Yémen, pour un investissement total du FIDA de 129,5 millions d'USD

Travaux et résultats en 2011

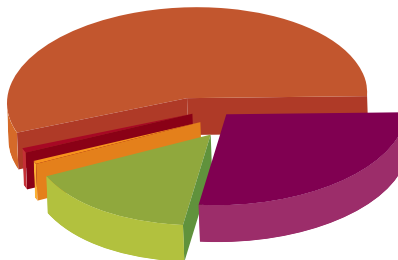
Jordanie: des citernes permettant de collecter environ 80 millions de litres d'eau chaque année ont été construites et profitent à 5 000 ménages.

Yémen: de nouvelles technologies d'irrigation et de gestion des ressources aident 40 000 ménages d'agriculteurs à améliorer leur productivité; une superficie d'environ 400 hectares a bénéficié d'une meilleure infrastructure d'irrigation.

République arabe syrienne: 32 *sandouq* ont été mis en place dans les zones rurales du gouvernorat d'Idlib; ils comptent plus de 6 500 membres, dont 43% de femmes; plus de 2 500 prêts, d'un montant moyen de 870 USD, ont été accordés.

Turquie: environ 550 agriculteurs ont plus que doublé le volume de lait collecté en été, qui est passé de 14 à 35 tonnes par jour; les taux de collecte d'hiver ont été multipliés par cinq, passant de 2 à 10 tonnes par jour.

Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2011^a



■ Dons au titre du CSD: 12,3 millions d'USD - 0,9%
■ Prêts à des conditions particulièrement favorables: 763,8 millions d'USD - 56,1%
■ Prêts à des conditions intermédiaires: 365,0 millions d'USD - 26,8%
■ Prêts à des conditions ordinaires: 219,0 millions d'USD - 16,1%
■ Prêts à des conditions durcies: 2,0 millions d'USD - 0,1%

^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire.

Des jeunes femmes vétérinaires brisent les barrières entre les sexes au Yémen

Le gouvernorat d'Al-Dhala, au Yémen, comptera prochainement huit jeunes vétérinaires – toutes des femmes. Aiman, la responsable du développement communautaire et de l'égalité entre les sexes du Projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala, appuyé par le FIDA, est l'organisatrice de cette initiative.

Pour mettre en pratique cette idée, il a fallu que les jeunes femmes, âgées de 17 à 23 ans, aillent suivre leur formation dans la capitale, idée qui ne plaisait guère à leurs familles. Cependant, avec l'aide des associations villageoises et de quelques anciens, Aiman a convaincu les membres des familles.

Le second obstacle était celui de l'inscription à l'institut de formation. C'était la première fois que des jeunes femmes demandaient à être admises à étudier avec des hommes. Le directeur a rejeté leurs demandes.

Aiman s'est rendue au Ministère de l'agriculture. "J'ai reçu une déclaration écrite du Ministère précisant que la Constitution du pays n'interdisait pas aux femmes de s'inscrire dans des institutions techniques spécialisées", dit-elle, "et que l'institut n'avait pas le droit de rejeter leur candidature". Deux jeunes femmes ont déjà achevé leur formation.



Dans la classe, des jeunes femmes étudient pour devenir vétérinaires, métier habituellement réservé aux hommes. Yémen: Projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala

©FIDA/D. Ghani

Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (2013-2015)

La Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA a fixé comme objectif un montant de 1,5 milliard d'USD pour les nouvelles contributions destinées à financer des projets d'agriculture et de développement rural dans les pays en développement. Cela représente une augmentation de 25% par rapport à la huitième reconstitution des ressources du FIDA. En complément à leurs nouvelles contributions, les États membres ont chargé le FIDA de trouver de nouvelles sources de financement qui permettront de mieux répartir les efforts de développement, notamment par un accroissement des investissements des non-membres et d'autres entités.

L'injection de nouveaux fonds par les États membres confirme le rôle essentiel joué par le FIDA en tant qu'organisation efficace obtenant des résultats dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la sécurité des revenus, notamment au profit des populations les plus pauvres. Entre 40% et 50% de ces ressources seront affectées à l'Afrique subsaharienne pour des projets de développement.

Huitième reconstitution des ressources du FIDA (2010-2012)

La huitième reconstitution des ressources du FIDA, qui est en cours, se poursuivra jusqu'au 31 décembre 2012. Au 31 décembre 2011, les annonces de contributions des États membres à la reconstitution s'élevaient à 1 056,0 millions d'USD, soit 88% du montant fixé comme objectif pour cette reconstitution.

L'objectif du programme de travail triennal du FIDA pour la période de la huitième reconstitution a été fixé à

3,0 milliards d'USD; associée au cofinancement, cette somme devrait permettre des investissements d'un montant total de 7,5 milliards d'USD destinés au développement agricole, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

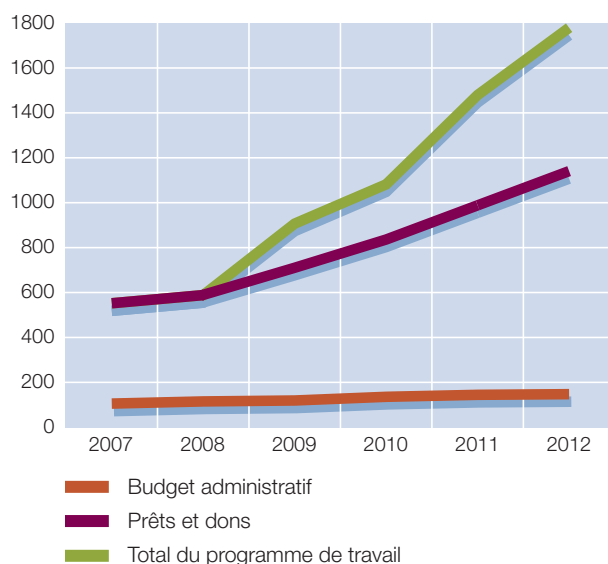
Programme de prêts et dons du FIDA

Le programme de prêts et dons du FIDA a sensiblement augmenté en 2011, avec de nouvelles approbations atteignant un niveau record de 997,6 millions d'USD – soit une augmentation d'environ 18% par rapport à 2010. Cette année était la deuxième de la période couverte par la huitième reconstitution de nos ressources. À la fin de l'année 2011, les investissements étaient en bonne voie pour atteindre l'objectif de la huitième reconstitution, à savoir accroître de 50% le niveau de nos nouveaux engagements au cours de la période triennale 2010-2012.

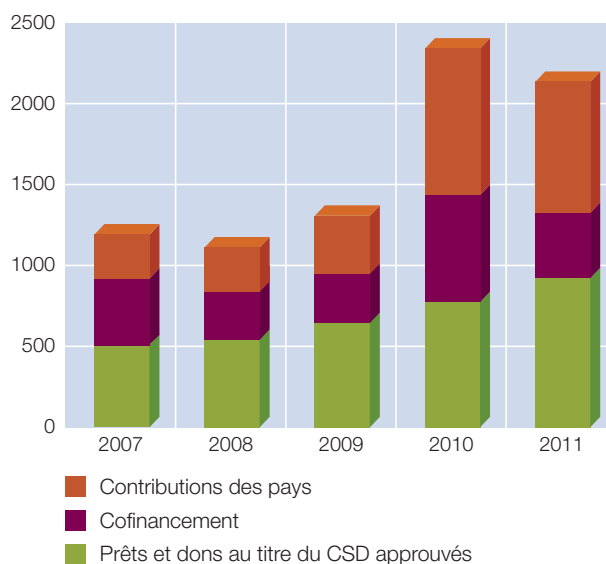
Malgré l'augmentation substantielle de notre programme de travail, la croissance de notre budget administratif a été maîtrisée, témoignant de gains d'efficacité significatifs. Le ratio d'efficacité – la proportion du budget administratif par rapport au programme de prêts et dons – devrait être ramené à 12,5% en 2012, dépassant ainsi l'objectif, qui était de 13,5%. Si l'on tient également compte, dans le calcul, des financements externes directement gérés par le FIDA, le ratio d'efficacité est meilleur, avec 9,5% en 2011, et devrait s'améliorer encore pour atteindre environ 8% en 2012.

Le volume de notre portefeuille en cours a également augmenté à la suite du lancement de nouveaux programmes et projets, et de la transposition à plus grande échelle des interventions réussies en cours. À la fin de l'année, le FIDA finançait 240 programmes et projets

Expansion du programme de prêts et dons du FIDA, et augmentation du budget administratif
Montants en millions d'USD



Prêts et dons au titre du CSD consentis par le FIDA, cofinancement et contributions des pays, 2007-2011
Montants en millions d'USD



en cours d'exécution dans 93 pays et un territoire, et le montant total de ses investissements s'élevait à 4,6 milliards d'USD.

Le cofinancement est une source de financement essentielle pour les interventions en faveur du développement que nous appuyons. Il comprend les ressources apportées par les donateurs multilatéraux et bilatéraux, ainsi que les contributions nationales provenant des gouvernements bénéficiaires et des participants aux projets. Pour ce qui concerne le portefeuille en cours, les cofinancements externes s'élèvent à 2,5 milliards d'USD, et les fonds provenant de sources nationales s'élèvent à 3,2 milliards d'USD, portant la valeur totale de ces programmes et projets à 10,3 milliards d'USD.

Au cours des dernières années, les contributions nationales en particulier ont augmenté – leur montant a été multiplié par trois, passant de 274,0 millions d'USD en 2007 à 832,4 millions d'USD en 2011. Les cofinanceurs multilatéraux ont continué d'assurer la majeure partie du cofinancement extérieur au cours de l'année, suivis des donateurs bilatéraux. Nos principaux donateurs bilatéraux sont l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, la France et l'Allemagne. Conjointement, ils ont assuré plus de 60% des cofinancements bilatéraux, qui s'élèvent au total à 840,1 millions d'USD depuis le début des activités du FIDA en 1978.

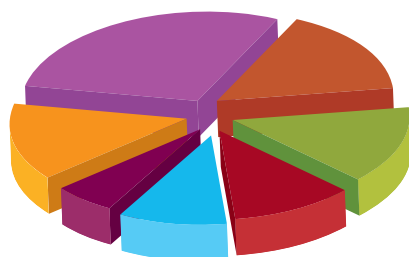
Il ressort des investissements du FIDA par sous-secteur que le financement de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles est notre priorité absolue, ce qui témoigne de notre engagement fondamental à accroître durablement la productivité agricole et la production vivrière des populations rurales pauvres. Les services financiers ruraux arrivent en deuxième place pour ce qui est des fonds investis, et les marchés et l'infrastructure connexe suivent de près en troisième position.

Le FIDA continue de privilégier l'aide aux pays les moins avancés et à ceux dont la sécurité alimentaire n'est

pas assurée. Sur le total des financements accordés à des programmes et projets en 2011, 85,4% étaient destinés à des pays classés par la FAO dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et 46,2% à des pays placés par l'ONU dans la catégorie des pays les moins avancés. S'agissant de la répartition régionale, les deux régions de l'Afrique subsaharienne ont bénéficié conjointement de plus de 40% des financements nouveaux en faveur de programmes et projets en 2011.

Pour consulter le Rapport annuel complet en ligne:
<http://www.ifad.org/pub/ar/2011/f/index.htm>

Financement du portefeuille actuel du FIDA par sous-secteur (fin 2011)



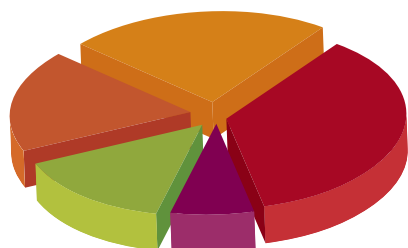
- Agriculture et gestion des ressources naturelles* - 29%
- Services financiers ruraux - 16%
- Marchés et infrastructure connexe - 14%
- Développement induit par les communautés et mise en valeur des ressources humaines - 11%
- Appui aux politiques et aux institutions - 10%
- Petites entreprises et microentreprises - 6%
- Autres** - 14%

Source: Système de gestion du portefeuille de projets

* L'agriculture et la gestion des ressources naturelles comprennent l'irrigation, les parcs, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

** Les autres sous-secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production d'énergie, le suivi-évaluation, la gestion et la coordination, et la gestion des situations d'après-crise.

Répartition régionale du financement des programmes et projets du FIDA approuvés en 2011^a
 Sur un montant total de 951,8 millions d'USD

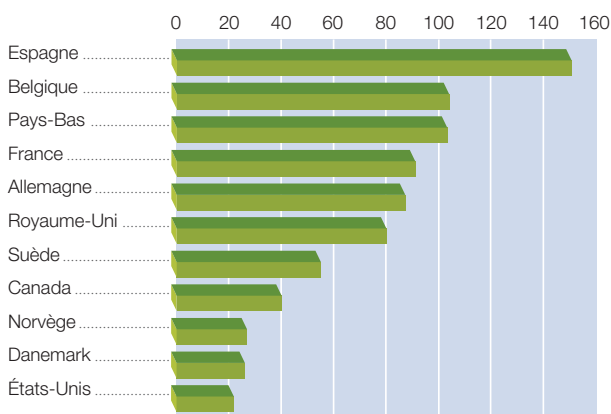


- Afrique de l'Ouest et du Centre: 173,1 millions d'USD - 18,2%
- Afrique orientale et australe: 223,6 millions d'USD - 23,5%
- Asie et Pacifique: 345,4 millions d'USD - 36,3%
- Amérique latine et Caraïbes: 70,6 millions d'USD - 7,4%
- Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe: 139,0 millions d'USD - 14,6%

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les contributions aux reconstitutions du FIDA. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

Cofinancement bilatéral par des États membres donateurs des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2011^a
 Montants en millions d'USD



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet présenté au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et pourcentages indiqués représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le cofinancement bilatéral total, qui se monte à 840,1 millions d'USD. La participation bilatérale aux paniers de financement et dispositifs de financement analogues n'est pas prise en compte.



Le Fonds international de développement agricole (FIDA) œuvre aux côtés des populations rurales pauvres afin de leur permettre de cultiver et de vendre davantage de produits vivriers, d'accroître leurs revenus et de déterminer le cap de leur propre existence. Depuis 1978 le FIDA a investi près de 14 milliards d'USD sous forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt octroyés à des pays en développement par le biais de projets, permettant à plus de 400 millions de personnes de se libérer par elles-mêmes de la pauvreté, favorisant ainsi la création de communautés rurales dynamiques. Le FIDA est une institution financière internationale et une agence spécialisée des Nations Unies dont le siège est à Rome – la plateforme alimentaire et agricole des Nations Unies. Il représente un partenariat unique regroupant 168 membres, entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), d'autres pays en développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).



Fonds international de
développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591
Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org

ISBN 978-92-9072-315-8



Page de couverture: Voyage en camion jusqu'au marché hebdomadaire de Molondo –
extrait du livre *Nourriture en Afrique/Food in Africa*, financé grâce à un partenariat
entre World Press Photo et le FIDA

Mali: Imagine l'Afrique: formation pour les photographes africains © Amadou Keita